



**La Secrétaire Générale**

Monsieur Jean-François CARENCO  
Président  
Commission de Régulation de l'Énergie  
15 rue Pasquier  
75379 PARIS Cedex 08

Paris, le 12 novembre 2020

Objet : consultation publique sur le prochain tarif TURPE 6 - HTB

Monsieur le Président,

Comme vous le savez, la CFE Énergies participe depuis de très nombreuses années aux nombreux débats publics et différentes consultations destinés à définir les choix de politique énergétique, en France comme en Europe, en défendant des choix guidés par une transition bas carbone reposant sur les industries électriques et gazières, l'esprit de service public, la souveraineté nationale et l'ambition industrielle favorisée par l'investissement dans les infrastructures énergétiques.

Après avoir répondu depuis plus d'un an aux différentes consultations publiques sur le cadre de régulation tarifaire des gestionnaires d'infrastructures régulées et la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité, la CFE Énergies tient par la présente à répondre à la consultation publique que la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) a lancée le 1<sup>er</sup> octobre sur la vision d'ensemble du prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité dit TURPE 6 - HTB.

Alors que la neutralité carbone est devenue la colonne vertébrale de la stratégie bas carbone du pays mais aussi du Green Deal européen, la CFE Énergies est intimement convaincue qu'avec le développement des énergies renouvelables (EnR) électriques et demain du stockage d'énergie, l'essor de la mobilité électrique ou l'émergence de l'autoconsommation énergétique et de nouveaux modes de consommation favorisés par la digitalisation, les réseaux de transport d'électricité sont plus que jamais au cœur de la révolution énergétique de ce siècle, de l'impératif climatique et de la sécurité des approvisionnements énergétiques de notre pays comme de l'Europe.

Dans ce contexte, comme nous avons déjà eu l'occasion de vous en faire part, la CFE Énergies réaffirme la nécessité de construire un cadre tarifaire stable et cohérent, et donc qui soit véritablement favorable à l'investissement industriel, seul à même de permettre au système électrique et donc aux usages de l'électricité de jouer pleinement leur rôle dans l'atteinte de l'objectif de neutralité carbone.

C'est aussi par ce cadre tarifaire responsable que le réseau de transport pourra pleinement jouer son rôle d'ossature vitale pour l'alimentation des distributeurs d'électricité, des grands clients industriels et vecteur de solidarité entre GRT Européens.

La CFE Énergies est tout autant persuadée que ce cadre tarifaire favorable à l'investissement doit intégrer l'impératif de résilience du système électrique du pays qui sera soumis à des contraintes climatiques de plus en plus sévères dans les décennies qui viennent. Les rapports alertant sur l'importance des moyens à mobiliser pour juguler les effets du changement climatique qui s'enchaînent sont là pour nous le rappeler.

Ainsi, dans son document « *Lifelines – pour des infrastructures plus résilientes* », la Banque Mondiale estime qu'« *améliorer la résilience des infrastructures exposées aux aléas naturels augmenterait de 11 à 65 milliards de dollars par an les besoins d'investissements dans l'électricité, l'eau, l'assainissement et les transports* ». Dès lors, la CFE Énergies est persuadée que la résilience des réseaux électriques nécessite des moyens conséquents. Rappelons qu'aux États-Unis, une première faillite liée au changement climatique a touché un géant de l'énergie, l'électricien Pacific Gas Electric, victime de la mauvaise prise en compte des impacts climatiques sur son activité.

La crise sanitaire que notre pays connaît depuis le printemps met en exergue le rôle essentiel du service public de l'électricité et démontre l'engagement sans faille des gestionnaires de réseaux et de leurs salariés pour assurer leurs missions de service public, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Alors que la crise entre de nouveau dans une phase aigüe, ces salariés doivent désormais relever un défi encore plus grand. La disponibilité comme la mobilisation des salariés doivent trouver une traduction dans les moyens que la régulation tarifaire leur donnera pour mener à bien leurs activités de service public et se sentir soutenus par la collectivité. Dans ce cadre, la régulation incitative doit être équilibrée et non punitive, de nature à mobiliser les salariés de RTE sur les leviers qui sont à leur main.

Dans cette perspective, la CFE Énergies tient à vous répondre plus précisément aux questions posées dans cette consultation.

**Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par RTE et la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?**

Concernant la transition énergétique, il est important de rappeler que l'enjeu de la poursuite du raccordement des énergies EnR sur le réseau HTA et de ses conséquences sur le réseau HTB subsiste, en complément de ce que la CRE cite. La CRE s'est prononcée précédemment sur le SDDR et il est important d'insister sur le fait que les flexibilités mises en œuvre, le renforcement ciblé des actions de maintenance – en OPEX – ainsi que la transformation de l'entreprise, à l'œuvre dès à présent, contribuent à la performance continue des actifs gérés par RTE et au meilleur service pour la collectivité. Cela nécessite donc de prévoir une trajectoire des ressources humaines adaptée et un cadre permettant à RTE de développer les flexibilités attendues (R&D, expérimentation sur le terrain, intégration en base d'actifs régulés si besoin).

**Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?**

La CFE Énergies est favorable à ces grands principes. Ils prévoient d'ailleurs un apurement du compte CRCP en fin de période. Et il serait pertinent d'éclairer cette partie dans le contexte d'augmentation tel que décrit en introduction dans le document. Le contexte particulier de 2020 ne permettant pas un lissage de cet apurement, la conséquence se retrouve dans une partie de la hausse exprimée pour le TURPE 6.

**Question 3 : Êtes-vous favorable au maintien de la rémunération des immobilisations en cours au coût de la dette, et non pas au CMPC ?**

Non, car les IEC concernant l'infrastructure de réseau électrique ont par nature vocation à être mises en services dans les délais prévus par le processus décisionnel en vigueur et d'autres modalités incitatives existent par ailleurs pour le respect des délais de mise en service.

Une telle disposition pourrait être contre-productive un risque de pilotage par les délais au détriment d'autres aspects essentiels comme la sécurité des chantiers. Enfin un tel principe ne pourrait-il pas conduire à un augmenter les appels à de la dette au détriment d'autres solutions comme l'apport de capitaux propres ou du report à nouveau ?

**Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé des coûts échoués ?**

Oui, car il est essentiel de traiter ce sujet en cohérence avec les autres tarifs bien que la partie des frais d'études et travaux sans suite soit assez complexe à définir en trajectoire ex-ante annuelle telle que décrite. Une réactualisation de la trajectoire argumentée par RTE auprès de la CRE pourrait compléter ce dispositif.

**Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?**

Un processus symétrique aux plus-values appliqué aux moins-values semble pertinent.

**Question 6 : Êtes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP et d'évolution annuelle du TURPE 6 HTB (maintien du fonctionnement actuel) ? Oui**

**Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le TURPE 6 HTB**

Le périmètre proposé est cohérent, il reste néanmoins étonnant de constater une exclusion de l'intégration au CRCP des demandes pour lesquelles RTE n'a que peu ou pas de leviers d'actions tel le dispositif ITC. La démarche consistant à permettre une réévaluation – comme pour les services système tension – semble à minima plus adaptée et il serait logique de traiter de la même façon le sujet des ITC avec un argumentaire apporté par RTE.

**Question 8 : Partagez-vous la position de la CRE selon laquelle la hausse des trajectoires financières relatives à la gestion des actifs est pertinente mais doit être conditionnée à la réalisation des objectifs opérationnels sous-jacents ?**

Oui, car c'est une démarche industrielle qui fait sens et saura mobiliser les salariés. En revanche elle peut être assujettie par une logique de réduction des ressources (humaines ou financières) associée, ce qui semble être la vision du cabinet Schwartz & co.

**Question 9 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolutions de la CRE pour l'incitation sur le volume et le prix d'achat des pertes supportées par RTE ?**

Le faible niveau d'action de RTE concernant le volume des pertes ne conduit pas à rendre ce dispositif juste et pertinent. Augmenter le taux d'incitation à 20 % au lieu de 10 % renforce le caractère injuste de cette régulation. Par ailleurs l'impact du raccordement des EnR sur le volume des pertes n'est pas neutre et encore moins prévisible.

**Question 10 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de mettre en œuvre une régulation incitative portant sur les coûts de constitution de l'ensemble des réserves d'équilibrage, et à son paramétrage ?**

Non car ce sont là aussi des éléments dont RTE n'a pas la maîtrise malgré la proposition de réévaluer la trajectoire annuellement. Par ailleurs les principes de constitution de réserve peuvent faire l'objet d'évolution au niveau européen sans ce que cela soit pris en compte par la CRE pour le calage du tarif.

**Question 11 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation des coûts de congestions nationales et internationales ?**

Le fait de réguler à hauteur de 20 % est une avancée significative au vu du TURPE 5. Par ailleurs la mise à disposition de 70 % des capacités d'interconnexion demandée par l'ACER ne conduit pas à renforcer la maîtrise des coûts induits et la répartition entre national et international, ce qui rend cette régulation difficile à mettre en œuvre dans le contexte actuel.

**Question 12 : Dans le contexte actuel de forte hausse des investissements, êtes-vous favorable à la mise en place de l'incitation envisagée par la CRE à la maîtrise et à la priorisation des dépenses d'investissements pour le TURPE 6 HTB ?**

Oui, en complément il convient de traiter de façon particulière les grands projets pour lesquels RTE n'est pas seul partie engagée (typiquement les projets d'interconnexion à titre d'exemple) ou les investissements induits par le traitement des avaries consécutives à des désordres climatiques majeurs.

**Question 13 : Êtes-vous favorable aux évolutions de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements proposées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ? Oui**

**Question 14 : Êtes-vous favorable, pour le TURPE 6 HTB, à l'extension de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements à des projets plus petits sélectionnés aléatoirement par la CRE ?**

Oui dans la mesure où le nombre des projets sélectionnés reste raisonnable et adapté au besoin de régulation.

**Question 15 : Êtes-vous favorable à la mise en oeuvre d'un unique plancher de rémunération appliqué à la somme des trois incitations ?**

Non dans le sens où la sous-utilisation des ouvrages concernés n'est pas dépendante de RTE seul. La pénalité proposée serait donc par construction injuste malgré la mise en évidence des bénéfices pour la collectivité (solidarité inter-GRT, sûreté du système électrique).

**Question 16 : Êtes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?**

La poursuite des travaux sur le mécanisme TOTEX devrait permettre de préciser une telle régulation, en l'état pour ces investissements hors réseau cela semble pertinent.

**Question 17 : Êtes-vous favorable à la mise en oeuvre du cadre de régulation ad hoc proposé par la CRE s'agissant des projets immobiliers des sièges régionaux de Lille et de Marseille ?**

Malgré l'argumentaire exprimé, la construction de ces centres régionaux répond à une logique d'optimisation et d'efficacité de fonctionnement en regroupant les différents métiers qui aujourd'hui sont distants géographiquement. Il est donc incompréhensible de ne pas intégrer au TURPE 6 ces projets immobiliers tels que l'ont été les autres projets similaires par le passé.

**Question 18 : Avez-vous des observations à formuler sur les indicateurs de suivi envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?**

Les indicateurs proposés ne traduisent pas l'utilisation du réseau de RTE dans le sens où celui-ci est fortement maillé. Une poursuite des travaux sur ce sujet me semble nécessaire à date.

**Question 19 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?**

La CFE Énergies a déjà eu l'occasion d'exprimer son point de vue lors de la consultation publique du 17 octobre 2019. Nous rappelons ici que le niveau de qualité de service apporté par RTE à l'ensemble de ses clients, mesuré par les indicateurs actuels et exprimé par les clients eux-mêmes, est excellent. Il se situe au meilleur niveau européen et est un élément primordial de l'attractivité de notre pays pour des industriels dont la sensibilité à cet égard représente un enjeu de compétitivité. Nous attirons l'attention de la CRE sur le fait que la multiplicité des indicateurs ne peut être une orientation permettant une meilleure régulation. Nous devrions à tout le moins porter une réflexion sur la suppression de certains d'entre eux s'ils ne revêtent pas un intérêt spécifique de régulation et poursuivre l'analyse et le suivi de nouveaux indicateurs tels que proposés avant de mettre en place une quelconque régulation. La période de TURPE6 peut être mise à profit pour cela étant donné les changements importants du contexte électrique sur celle-ci.

**Question 20 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation de la qualité d'alimentation ?**

La CFE Énergies est opposée au dispositif de régulation asymétrique tel que décrit. Si l'amélioration de la qualité d'alimentation peut être un élément entrant dans une décision, ce n'est certainement l'élément principal. Il faut donc à notre sens manier avec prudence un tel critère de régulation à plus forte raison s'il est asymétrique. En effet quelle incitation en interne à l'entreprise pour tenter de faire progresser un indicateur où les espérances de perte sont prépondérantes aux espérances de gain ? Par ailleurs la période 2017-2019 montre que cette qualité n'est pas un acquis mais résulte de la conjonction d'événements subis mais aussi de prises de décisions tant en exploitation qu'en maintenance permettant d'atteindre de tels résultats. La mobilisation des salariés s'en trouve plus affirmée lorsqu'ils ont non seulement la satisfaction de voir cette qualité progresser mais aussi la conviction d'y avoir contribué. S'il est raisonnable de réévaluer les seuils d'inflexion de la régulation, il l'est moins de la voire convertie en un système punitif seul.

**Question 21 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant les coupures longues sur le RPD issues du RPT ?**

Oui sur le principe mais je note que le montant sur lequel se base la CRE est de 1,6 M€ alors même que RTE expose des coûts supportés sur TURPE 5 de l'ordre de 2,5 M€. L'écart nous semble trop important et il semble plus cohérent de rester sur les valeurs constatées sur les dernières années en moyenne.

**Question 22 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de la R&D envisagé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?**

Dans le contexte actuel, une R&D internalisée comme en dispose RTE est un atout primordial pour innover, proposer et expérimenter de nouvelles solutions tant dans le domaine des flexibilités que dans celui de l'évolution technologique des réseaux et de leur exploitation ou encore de l'évolution des marchés. A ce titre les propositions faites nous apparaissent de nature à conforter RTE dans sa stratégie de R&D. La révision annuelle proposée peut aussi être l'occasion de nous questionner sur le niveau de dépense – à la hausse comme à la baisse – nécessaire pour atteindre les objectifs retenus. Enfin, un montant de 35 M€ annuel ne représente que 0,7 % du revenu autorisé, ce qui nous semble extrêmement faible au vu des enjeux qui nous attendent. A noter également que les ressources humaines de la R&D doivent accompagner la trajectoire de dépenses, sachant que ces ressources sont de surcroît de haut niveau intellectuel et donc plus difficiles à recruter.

**Question 23 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution formulées sur le dispositif du guichet « Smart grids » afin de lui donner plus de souplesse et d'efficacité ? Oui**

**Question 24 : Dans le cadre du traitement prioritaire du sujet des données, êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'un cadre de régulation pour la publication de données prioritaires ? D'autres données devraient-elles figurer dans cette liste de données prioritaires pour lesquelles la CRE propose de suivre le délai de publication ?**

Le principe de transparence vis-à-vis des acteurs nous semble aujourd'hui bien respecté par RTE et il est essentiel de donner confiance sur ce sujet. Les propositions faites nous apparaissent pertinentes et il est important d'en effectuer un suivi avant toute mise en place de régulation associée. Ce suivi doit s'accompagner d'une analyse permettant de constater ce qui ressort de la responsabilité des acteurs ou de RTE en termes de publication.

**Question 25 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Avez-vous des remarques sur la liste des actions prioritaires identifiées à ce stade ?**

La mise en place d'une telle régulation doit impérativement s'accompagner des moyens permettant à RTE de les assumer. Il nous semble incohérent de pénaliser RTE sur le non-respect des délais pour des actions prioritaires alors même que la trajectoire en ressources (notamment charges de personnel) ne suit pas.



Enfin, nous constatons là aussi une régulation qui n'en n'est pas une puisqu'aucun gain n'est à espérer si RTE anticipe ou respecte une échéance, alors même que sur les sujets proposés les risques de décalage sont bien présents.

**Question 26 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges liées à l'exploitation du système électrique de RTE ?**

Les trajectoires proposées par la CRE nous semblent risquées pour la partie pertes. Le niveau de pertes peut sensiblement évoluer à la hausse comme à la baisse et induire une variabilité forte au prochain TURPE. De plus l'arrivée de nouveaux ouvrages d'interconnexion contribuera à cette évolution, nous pouvons citer l'interconnexion France – Italie, IFA2 voire Celtic. Aussi il semblerait prudent de prévoir une révision de cette trajectoire à l'aune des grands projets mis en service sur la période de TURPE 6.

**Question 27 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation (hors charges liées à l'exploitation du système) de RTE ?**

Sur le sujet des charges de personnel, il est surprenant de voir une indexation de celles-ci sur la BAR, ce qui traduit une méconnaissance de l'activité de développement du réseau et de notre analyse portée par le SDDR. En effet comment mettre en œuvre les développements nécessaires sans en avoir les moyens humains ? La CFE Énergies considère que la fourchette basse proposée ne permet pas de répondre aux enjeux du SDDR publié. Par ailleurs RTE a démontré la pertinence d'augmenter sa trajectoire en OPEX afin de mieux maîtriser ses actifs via des dépenses OPEX ciblées. On peut citer le plan corrosion, la réhabilitation des transformateurs, ou les postes PSEM. Autant de moyens qui, sans ressources pour piloter, contrôler la bonne exécution et s'assurer du retour d'expérience, ne pourront pas produire leur plein effet. Pire, leur absence se traduirait, nous en avons bien peur, par des dépenses supplémentaires, en CAPEX cette fois-ci, dès TURPE 7.

**Question 29 : Avez-vous des remarques concernant le niveau du CMPC pour la période du TURPE 6 HTB et notamment la prise en compte de la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés ?**

Le bêta des actifs retenu semble faible au vu des risques auxquels RTE devra face pour réaliser son programme d'investissement et en comparaison avec d'autres GRT européens. La baisse des taux d'intérêts doit refléter la situation économique actuellement constatée et traduite dans les taux long termes en vigueur.

**Question 30 : Êtes-vous favorable à la hausse majeure de la trajectoire d'investissements envisagée, qui passent de moins de 1,5 Md€/an entre 2017 et 2019 à près de 2,2 Md€/an sur la période du TURPE 6 HTB, qui aboutit à une évolution prévisionnelle de la base d'actifs régulés de +23 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le 1<sup>er</sup> janvier 2025 ?**

Oui, cette hausse est la traduction de la mise en œuvre du SDDR qui contribue lui-même à la réalisation des politiques décidées par le gouvernement en termes de transition énergétique.

**Question 31 : Avez-vous des remarques concernant les ajustements envisagés sur la trajectoire d'investissements « hors réseaux » ?**

La modernisation du SI de RTE est essentielle et consubstantielle au développement du réseau. En cela la trajectoire proposée obère certains développements accompagnant notre gestion des actifs, le pilotage du réseau, et leur maîtrise dans le temps. Cette coupe nous semble donc dangereuse. Concernant les investissements immobiliers, nous nous interrogeons sur ce qui pourrait être assimilé à une double peine : non seulement la réduction des dépenses inhérentes aux deux sièges de Lille et Marseille mais aussi la déduction des charges à couvrir de 80 % de la plus-value prévisionnelle espérée par la revente à terme. Par ailleurs, une visite de l'auditeur mandaté par la CRE sur certains de nos sites (GMR/GDP) aurait permis de constater un état vieillissant de notre parc immobilier nécessitant les investissements envisagés. En l'état la trajectoire proposée ne fait que repousser l'échéance à TURPE 7 avec potentiellement des dépenses plus importantes.

**Question 34 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la forme générale des grilles tarifaires ?**

Oui. Pour autant, il semble pertinent d'en renforcer certains points comme par exemple la composante Puissance versus Energie, ce que propose d'ailleurs la CRE, et d'intégrer une modification sur la composante injection à tous les niveaux de tension. Par ailleurs pourquoi ne pas proposer d'instruire une différenciation temporelle pour la HTB3 qui commence à être sensible aux soutirages sur certaines zones ?

**Question 35 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la hausse de la composante de gestion pour les domaines de tension HTB ? Oui**

**Question 36 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la stabilité de la composante de comptage pour les domaines de tension HTB ? Oui**

**Question 37 : Êtes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTB ? Oui (cf commentaire question 34)**

**Question 38 : Êtes-vous favorable au maintien à 0,04 du coefficient des dépassements pour les domaines de tension HTB 2 et HTB 1 ? Oui**

**Question 39 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE s'agissant de la facturation de l'énergie réactive pour les consommateurs industriels ?**

Oui ce qui devrait inciter à une meilleure maîtrise de la gestion d'énergie réactive et donc de l'usage des services systèmes tension utilisés par RTE.

**Question 40 : Êtes-vous favorable à l'évolution envisagée par la CRE du terme d'injection en HTB 3 et 2 ? Oui**

Au-delà de ces premiers éléments de réponse à cette consultation, et afin de compléter la position de la CFE Énergies sur ce tarif qui va conditionner l'avenir du service public de distribution de l'électricité pour les quatre prochaines années, nous souhaiterions que l'équipe CFE Énergies de RTE puisse être auditionnée par vos services.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes respectueuses salutations.



Hélène LOPEZ